Les langues : Passeport pour la Paix ?

Marcello Garino

Traducteur : Stefano Corno

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/esp/752>

DOI : 10.4000/esp.752

ISSN : 2532-0319

Éditeur

Centre d'Information sur l'Éducation Bilingue et Plurilingue

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2016

Pagination : 9-13

ISSN : 1127-266X

Référence électronique

Marcello Garino, « Les langues : Passeport pour la Paix ? », *Éducation et sociétés plurilingues* [En ligne], 40 | 2016, mis en ligne le 28 octobre 2016, consulté le 14 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/esp/752>

LES LANGUES: PASSEPORT POUR LA PAIX? (1)

Marcello GARINO

Mots-clés: jumelage, FMVJ, CMIEB, CIEBP, plurilinguisme,
Le Monde Bilingue, Paix

Parole-chiavi: gemellaggi, FMVJ, CMIEB, CIEBP,
plurilinguismo, *Le Monde Bilingue*, Pace

Key-words: town-twinning, FMVJ, CMIEB, CIEBP,
plurilingualism, *Le Monde Bilingue*, Peace

Dans le numéro 28 de notre revue, en retraçant son profil et en rendant hommage à André Martinet, premier président du CIEBP (CMIEB à l'époque), la Présidente, Mme. Andrée Tabouret-Keller soulignait qu'il doutait de l'impact décisif des jumelages sur la connaissance réciproque des langues des villes partenaires, voire sur l'établissement de relations durables, il doutait aussi, et sans doute plus encore, de l'efficacité décisive de la connaissance de la langue de l'autre pour fonder des relations pacifiques et maintenir une paix durable. Ce qui ne l'empêcha pas de diriger avec autorité et passion notre association et de partager son objectif de promouvoir partout le droit et la nécessité d'un plurilinguisme répandu.

Entré au CMIEB (j'étais enseignant de langue anglaise au Lycée) et à la FMVJ (Fédération Mondiale des Villes Jumelées) en tant que représentant de la Province de Coni, j'eus l'occasion de connaître ces deux réalités étroitement liées et de suivre les phases du débat sur les deux points (jumelages et plurilinguisme pour la paix), qui faisaient l'objet des interrogations d'André Martinet quant à leur efficacité décisive.

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler ici le contexte et la raison de la naissance de ces idées.

La tragédie de la seconde guerre mondiale avait laissé d'immenses débris, non seulement matériels, la haine entre les anciens ennemis de guerre nourrissait encore les esprits, l'Europe était désunie plus que jamais, la guerre froide menaçait sérieusement la paix et la nouvelle bombe atomique rendait possible la destruction de la planète.

Un groupe de résistants qui s'étaient battus contre la barbarie, «pour ne plus jamais voir ça» (Dolci 1997) donna naissance à *Le Monde*

Bilingue, poussé par certaines convictions:

«L'Éducation bilingue ... constitue en soi une véritable révolution de la pensée ... elle ouvre l'esprit de celui qui est enfermé dans une seule et même langue, une seule et même culture, lui permet d'apprécier un autre mode de pensée, de comprendre que ce qui est différent n'est pas forcément mauvais, mais au contraire enrichissant et finalement beaucoup plus complémentaire qu'opposé; de s'engager ainsi sur la voie de la tolérance et de l'esprit d'universalité et cela, presque inconsciemment, par la vertu même de cette éducation plurielle.

«En ce sens, l'éducation bilingue possède une vertu qui exclut, a priori, toute forme de racisme, de nationalisme étroit, de refus de l'autre parce qu'étranger. Cette façon d'acquérir les connaissances au moyen de deux registres différents constitue une nouvelle pédagogie des peuples et devrait permettre d'accéder, écrivait Edgar Faure, *'à un niveau supérieur de la pensée et de l'action politique'*» (Bressand 1995).

Une action pédagogique, donc, adressée aux citoyens, à la base de l'organisation sociale, pour créer des espaces de compréhension réciproque et un antidote contre les stéréotypes et la propagande trompeuse des gouvernements et notamment des dictatures (comment oublier, pour ne citer que l'Italie, les slogans contre la «perfidie Albion», l'insigne portant l'inscription «Que Dieu maudisse les Anglais», ou encore l'épithète «fraternité bâtarde» adressée aux français pour justifier le «coup de poignard dans le dos» de la déclaration de guerre du 10 juin 1940?).

Le Monde Bilingue avait déjà repéré dans les jumelages l'instrument apte à unir les villes par delà des barrières politiques et géographiques des États. La fondation de la FMVJ, qui a eu lieu à Aix-les-Bains en 1957, constitua le débouché naturel d'une telle vision.

Une dizaine d'années après, la FMVJ pensa à se doter de ce que nous pourrions appeler sa propre agence spécialisée, le CMIEB, afin de promouvoir, sur des bases scientifiques, le bilinguisme et le plurilinguisme.

Ces deux organisations, séparées, mais intimement liées entre elles, opéraient sur la base des mêmes principes et avec les mêmes objectifs, dans la conviction que l'apprentissage d'autres langues donnerait aux citoyens des meilleurs outils pour connaître, dialoguer, comprendre les autres: capables de repérer dans la coopération l'outil pour grandir ensemble et en paix.

Ce sont des concepts qu'il faut répéter à une époque où la simple communication dans une autre langue ne suppose plus la maîtrise de cette langue (il suffit d'utiliser la traduction automatique et instantanée de Google en 52 idiomes, ou celle de Bing en 20 ou encore celle de Yahoo en 11) et cela pourrait conduire quelques utilisateurs naïfs à

minimiser l'importance des intuitions du CMIEB.

En réalité, de telles traductions ne peuvent pas être utilisées pour des textes créatifs car elles doivent être corrigées afin d'éviter des bourdes colossales, mais surtout elles n'ont d'autre finalité ni de résultat que leur utilité immédiate.

D'autres fins, d'autres objectifs!

Comme Giulio Dolci aimait à le faire remarquer dans nos fréquentes conversations, une langue est la synthèse de l'histoire, de la mémoire et de la culture d'un peuple et l'apprentissage de cet idiome vous rapproche de votre interlocuteur, vous rend capable de participer à son monde et à sa façon de penser; il vous enrichit.

Pour cette raison, dès les origines, l'apprentissage d'une autre langue a toujours été considéré par le CMIEB comme un élément déterminant tant pour le développement de la personne, que pour la coopération et la compréhension entre les peuples et comme instrument de rapprochement à d'autres cultures.

Il est significatif que, parmi les objectifs du CMIEB (maintenant CIEBP: *Centre d'Information sur l'Éducation Bilingue et Plurilingue*) figurait l'étude des modalités de réaliser une éducation bilingue et plurilingue, la liaison entre ces modalités et les contraintes et les libertés linguistiques, culturelles et politiques de chaque société, et encore la défense à tous les niveaux des instruments de l'expression humaine, des dialectes aux langues largement répandues.

Ce dernier objectif primordial était bien fondé et le reste encore aujourd'hui si, comme l'Unesco en témoigne, 2 500 langues sont en danger et tous les 14 jours une langue meurt, c'est-à-dire qu'une partie de la culture d'un peuple disparaît.

En paraphrasant John Donne, on pourrait dire que si la mer emporte une motte de terre, c'est le monde entier qui en souffre: la disparition d'une langue nous diminue.

Avec le temps, le CIEBP a essayé de jouer un rôle important dans le sens d'une forte sensibilisation au bénéfice d'une éducation linguistique capable de favoriser l'union des peuples, dans l'espoir que la chute des frontières linguistiques pourra aider à motiver la chute des frontières politiques créées par les États nationaux.

Dans cet objectif, le titre choisi pour le Colloque International qui a eu lieu à Aoste en 1992 est significatif: «Plurilinguisme: Condition de la Démocratie culturelle pour l'Europe». C'était la synthèse d'un long travail et il indiquait les nouvelles perspectives à considérer à la suite des changements qui s'étaient produits dans les conditions politiques.

En même temps, la FMVJ menait son action afin de parvenir à ces mêmes objectifs grâce à la promotion des jumelages entre les villes pour unir les peuples et conquérir la paix.

Au Congrès de Paris du 15 septembre 1967, le Président de la FMVJ et Maire de Florence, Giorgio La Pira, proclamait «la nécessité de l'unité de base - à travers les villes - entre les peuples du monde entier; s'il est intégralement uni à la base, le monde sera plus à même d'être réellement et intégralement uni au sommet.

«Est-ce juste un projet idéal? Un rêve? Non, mais une réalité historique, qui peut être rapidement développée justement dans notre époque, une réalité destinée à renouveler, en le consolidant à la base et en l'intégrant au sommet, l'édifice encore fragile et incomplet des Nations Unies».

À partir de ce moment-là se multiplièrent les jumelages, les échanges scolaires, professionnels, culturels et les expériences des villes pour résoudre les problèmes de gestion dans les secteurs les plus influents. Avec la pressante recommandation que de tels jumelages fussent gérés par un comité de base comprenant l'administration publique sans toutefois se limiter à celle-ci.

La FMVJ soulignait la nécessité de s'adresser au citoyen plutôt qu'à l'autorité en place, de façon à libérer de nouvelles énergies, sans aucun conditionnement politique.

En même temps, la FMVJ organisait de nombreux colloques internationaux sur «La Ville et la Paix». Parmi les plus remarquables, ceux réalisés à Madrid par le grand humaniste et Maire de la capitale espagnole, Tierno Galvan, et celui de Rome, voulu par le Président Pierre Mauroy avec le Comité Italien de la FMVJ.

Ces colloques conduisirent à d'autres fécondes initiatives ayant pour thème l'éducation à la Paix, celles organisées par les Villes Martyres à Marzabotto, à la «Scuola di Pace» (École de Paix) de Boves, encore aujourd'hui féconde organisatrice d'initiatives pour les jeunes et les moins jeunes.

Peut-être est-il temps de revenir sur les doutes de notre Président André Martinet et de réfléchir sur l'«impact décisif» des jumelages sur la connaissance réciproque des langues des villes partenaires et sur l'efficacité de la connaissance de la langue de l'autre pour fonder des relations paisibles et maintenir une paix durable.

Ce n'est pas une tâche facile!

Lorsqu'on regarde la réalité de nos jours, qui voit réapparaître des formes de grave intolérance également linguistique, non seulement de la part de particuliers, mais de groupes organisés - si ce n'est de forces politiques xénophobes ou racistes - on se sent découragé et on aurait tendance à croire que beaucoup d'efforts ont été vains.

Lorsque l'on se retrouve face à l'instrumentalisation de la langue d'un peuple pour exaspérer le nationalisme ou pour réclamer une sécession, on ressent un sentiment d'angoisse et pour un instant cela nous

Les langues: Passeport
pour la Paix?

M. GARINO

BIBLIOGRAPHIE

fait croire que la situation d'aujourd'hui n'est pas très différente de celle d'il y a quelques décennies.

Ce sont des faits qui nous frappent mais qui, heureusement, ne représentent qu'une partie du tableau.

Aujourd'hui, le plurilinguisme fait partie du patrimoine culturel de nombreux peuples, d'États qui l'ont enfin introduit dans leurs écoles, d'organisations supranationales qui le proposent et qui se sont approprié les propositions du CIEBP et de la FMVJ. Sa valeur, non seulement au sens immédiat de la communication, est reconnue; sa fonction d'éducation à la tolérance, au respect de l'autre, à la compréhension d'un monde différent, est désormais largement acquise.

Ce n'est pas rien!

Les intuitions des fondateurs du CIEBP ont certainement fait du chemin, même si elles n'ont toujours pas permis d'atteindre un niveau satisfaisant dans les objectifs visés.

S'il est vrai qu'elles n'ont pas apporté de solutions, il est vrai aussi qu'elles ont été efficaces.

Je crois que le travail tenace de ces décennies, malgré les difficultés objectives et une pénurie de ressources, a donné ses fruits et, surtout, donne de l'espoir pour l'avenir.

Traduit de l'italien par Stefano Corno

BRESSAND J.-M. 1995. *La paix et les langues*. Editions du Monde Bilingue.

DOLCHI G. 1997. L'aventure humaine du Monde Bilingue et des Villes Jumelées. *Le Peuple Valdôtain* (17 Avril).

NOTE

(1) Ce témoignage est originellement paru dans *Éducation et Sociétés Plurilingues* n° 29 (décembre 2010), pp. 98-102.